

Le 22 décembre 2015

L'Etat d'urgence ne doit pas cacher les tas d'urgences

L'Union syndicale Solidaires a depuis le début de l'état d'urgence travaillé aux côtés des forces démocratiques et progressistes, qu'elles soient syndicales, associatives ou politiques pour dénoncer les abus inhérents à l'état d'urgence qui confère des pouvoirs supplémentaires aux préfets et au ministère de l'Intérieur.

Le pouvoir a interdit plusieurs manifestations et procédé à différentes arrestations et à de nombreuses gardes à vue de simples manifestant-es pour la justice climatique. Au lieu d'apporter des réponses aux revendications légitimes des mobilisations de ces dernières semaines (manifestations citoyennes et écologistes dans le cadre de la COP 21, soutien aux réfugié-es, et plus globalement toutes les activités revendicatives dans le cadre d'une démocratie), le gouvernement a choisi la carte de la répression.

Mais les activités militantes ne sont pas les seules concernées : les interventions de la police sur soupçon ou dénonciation ont touché de nombreuses personnes sur le seul fait de leur religion ou origine supposée entraînant blessé-es, destructions de logements, de biens commerciaux, de lieux de cultes, reconduites à la frontière de personnes sans papiers, en attente de régularisation, vivant en France depuis longtemps, sans aucun rapport avec le terrorisme.

Au côté de la Ligue des droits de l'homme, du Syndicat des avocats de France, l'Union syndicale Solidaires a signé un appel unitaire "**Nous ne céderons pas**" porté par des dizaines d'associations et de syndicats **dénonçant à la fois les attaques sanglantes de Daesh contre l'humanité et la réponse autoritaire du gouvernement**. Ce cadre unitaire a publié un second appel « **Sortir de l'état d'urgence** » que nous soutenons.

Pour nous, il n'y a pas de « choc des civilisations » mais des pousse-au-crime qui attisent les haines. La société capitaliste est basée sur l'exploitation, l'exclusion, les discriminations, les inégalités, la misère... Certains captent la colère et/ou le désespoir ainsi créés pour les transformer en haine, capable d'amener des jeunes à se faire sauter pour en tuer d'autres. C'est intolérable, mais le gouvernement qui organise le désespoir populaire, les employeurs publics qui y contribuent très largement en créant toujours plus de chômage, les patrons qui vivent de la misère de celles et ceux qu'ils exploitent, n'ont pas de leçon à donner. Les mesures sécuritaires ne règlent rien : Vigipirate est en place depuis 30 ans. Ce sont des milliards qui auraient été plus utiles (y compris pour la sécurité collective) pour rétablir des services publics sur tout le territoire. **Lutter contre le terrorisme, c'est s'attaquer à ses racines** (comme le fondamentalisme religieux et les régimes politiques qui le soutiennent), à ce qui le nourrit (comme les guerres impérialistes, la misère, les inégalités et les injustices sociales), c'est refuser la peur qu'il veut instituer et les privations de liberté dont il est porteur.

L'état de guerre fait le jeu de toutes les forces réactionnaires qui l'utilisent pour construire une société toujours plus policière et prônent une « unité nationale » qui rassemblerait exploités et exploités, fauteurs de guerre et victimes. Nous ne combattons pas pour la liberté et l'égalité aux côtés des ennemis de la liberté et de l'égalité. **Notre réponse, c'est plus de solidarité, plus de justice sociale, plus d'égalité ici et au-delà des frontières.**

Nous savons que pour les obtenir, il nous faudra construire un rapport de force ! L'état d'urgence ne doit pas faire oublier toutes les luttes qui se déroulent actuellement pour la justice climatique et pour l'égalité sociale dans et en dehors des entreprises. **Les exigences sociales et revendicatives ne peuvent pas être effacées ou mises de côté après la barbarie que nous avons connue.**

Nous combattons tous les fascismes qu'ils soient politiques ou religieux. Les extrêmes-droites, fondamentalistes ou politiques, aux noms et pratiques différentes ont en commun leur vision totalitaire de la société. **Nous combattons pour la laïcité et contre toutes les discriminations et les amalgames.** Les extrêmes droites aimeraient nous dresser les uns contre les autres et exacerber les tensions communautaires : à nous d'y répondre par les progrès sociaux, l'égalité, ensemble, pour toutes et tous.

Le gouvernement doit prendre des mesures d'urgence, oui, mais qui sont celles-ci :

- ♦ **un renforcement immédiat et massif des services publics,**
- ♦ **un changement radical de la politique pénale** pour arrêter que les prisons soient des lieux de radicalisation,
- ♦ **des mesures sociales fortes pour l'égalité réelle** pour que le « vivre et travailler ensemble » soit effectif.

Et l'état d'urgence doit être levé au plus tôt pour sauvegarder toutes nos libertés.



La Poste : des directions sourdes aux revendications

La Poste n'est jamais à court d'idées pour augmenter sa productivité. Régulièrement elle réorganise les services en supprimant des postes et/ou fait de juteuses opérations immobilières en revendant des bureaux et en délocalisant ses agents, se moquant éperdument de l'impact sur leur vie familiale mais également sur l'environnement.

Mais des postiers et postières s'organisent localement et refusent ce diktat de la productivité à tout va ! C'est ainsi que les facteurs et factrices colis d'**Etampes** (Essonne) sont en grève depuis plus de deux mois contre la délocalisation de leur service à La Norville (à 20 km). Un projet inepte qui, s'il devait s'appliquer, ferait parcourir à ces agents 40 km par jour (75 000 km supplémentaires sur l'année pour ce seul service) pour assurer exactement le même service qu'aujourd'hui ! Cherchez l'erreur...

A **Neuilly-sur-Seine** (Hauts-de-Seine) les facteurs et factrices sont en grève depuis 50 jours contre la réorganisation de leur centre et les suppressions de tournées (14 prévues dans le projet initial). A **Creil** (Oise), les facteurs et factrices s'apprentent à entamer leur quatrième semaine de grève contre des suppressions d'emplois et des regroupements de sites (généralisant des temps de trajet plus longs). A **Rivesaltes** (Pyrénées-Orientales), les agents du Courrier sont en grève depuis 15 jours contre la restructuration de leur service qui aboutirait à la dégradation de leurs conditions de travail mais également à celle du service public.

Au-delà des reprises de productivité importantes qui sont visées dans les projets cités plus haut, il y a un point commun parmi tous ces conflits : **l'obstination sans borne des directions concernées à refuser toute réelle négociation.** Comme de plus en plus souvent, La Poste compte sur l'épuisement moral et financier des personnels en lutte pour ne rien lâcher... Pire encore, elle compte sur la période de fêtes de fin d'année et l'assèchement des paies de décembre pour décourager les grévistes.

La fédération SUD PTT apporte son soutien sans faille à tous les postières et postiers en lutte. Elle demande l'ouverture immédiate de réelles négociations locales là où il y a des conflits. Et elle appelle l'ensemble des personnels à débattre d'une grève tous service pour le premier trimestre 2016, pour refuser le plan stratégique dont l'objectif est clair : faire toujours plus avec toujours moins de moyens. C'est par la lutte, tous et toutes ensemble, au même moment, qu'ils et elles feront reculer les dirigeants de La Poste.

Réforme du collège : grève le 26 janvier

Malgré 3 journées de grève nationales très suivies dans les collèges, une grande manifestation nationale et de multiples actions dans les établissements notamment à l'occasion des journées de formation, **la Ministre persiste dans sa volonté de mettre en œuvre la réforme du collège à la rentrée 2016.**

Les nombreuses remontées des bilans des journées de « formation à la réforme » qui ont été organisées dans les académies montrent clairement que le refus de cette réforme reste profondément ancré chez les personnels, que les réponses à leurs questions concernant la mise en œuvre concrète sont floues, imprécises ou dilatoires.

Dans le même temps le ministère ouvre des discussions sur « le bilan des réformes du lycée », tout en annonçant qu'elles ne pourraient déboucher que sur d'éventuels ajustements techniques à la marge. Ces réformes ont été conçues selon les mêmes principes que la réforme « collège2016 ».

L'intersyndicale réaffirme sa détermination à obtenir l'abrogation de la réforme et l'ouverture de discussions pour le collège sur d'autres bases. Elle appelle les personnels à amplifier la mobilisation :

- ▶ en continuant à **s'opposer localement aux formations à la réforme** en décidant collectivement de la forme de cette opposition ;
- ▶ en poursuivant les modalités d'action : refus de toute anticipation de la mise en œuvre de la réforme sous quelque forme que ce soit, motions, lettres aux parents, adresses aux élu-e-s, distribution de la carte pétition au Président de la République...
- ▶ en faisant, à partir de la réalité des DHG (dotation horaire globale) 2015, la vérité dans les établissements sur les DGH 2016 en préparation qui découlent de la réforme afin de défendre les postes, les conditions de travail des personnels et des élèves et de préparer les interventions sur les évolutions de cette dotation que la réforme impliquerait.

L'intersyndicale (SNES-FSU, SNEP-FSU, SNFOLC, SNETAA-FO, SFSDPEP-FO, CGT, CGT de l'enseignement privé, SNALC, SNCL, SIES, CFE-CGC, SUNDEP-Solidaires et SUD) **appelle à la construction d'une grève nationale majoritaire le mardi 26 janvier 2016** pour monter d'un cran dans la mobilisation.

L'intersyndicale (SNES-FSU, SNEP-FSU, SNFOLC, SNETAA-FO, SFSDPEP-FO, CGT, CGT de l'enseignement privé, SNALC, SNCL, SIES, CFE-CGC, SUNDEP-Solidaires et SUD) **appelle à la construction d'une grève nationale majoritaire le mardi 26 janvier 2016** pour monter d'un cran dans la mobilisation.

Elle appelle les personnels à se réunir en assemblées générales, en heures d'information syndicale pour organiser la mobilisation permettant de créer le rapport de force nécessaire pour gagner.



Fonction publique : grève le 26 janvier

Les organisations syndicales CGT, FO et Solidaires de la Fonction publique estiment que la négociation salariale qu'elles réclament depuis plusieurs années ne se présente pas dans de bonnes conditions. En faisant adopter une loi de finances et une loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2016 avec quasiment aucune marge de manœuvre pour une augmentation générale des traitements, **le gouvernement annonce la couleur : la politique d'austérité continue...**

Les déclarations se multiplient sur les difficultés de la relance, une croissance toujours en berne, qui laissent très mal augurer de ce rendez-vous salarial. S'ajoutent à cela, la poursuite à une vitesse effrénée et sans réelle négociation, de nombreuses réformes (collèges, territoriales, santé...) qui, si elles sont mises en œuvre, vont avoir de nouveaux de graves impacts négatifs sur le service public rendu aux citoyen-nes et vont aggraver encore les conditions de travail des personnels.

CGT, FO et Solidaires appellent à faire de la journée du 26 janvier 2016, un temps fort de mobilisation, par la grève et les manifestations pour :

- ♦ une significative **augmentation de la valeur du point d'indice**, prenant en compte l'inflation subie depuis plusieurs années et, en particulier, depuis 2010 et des **mesures générales** permettant de compenser les pertes de pouvoir d'achat,
- ♦ le **développement de l'emploi public statutaire** par des créations nettes, dans les très nombreux secteurs qui en ont besoin, et des moyens financiers à la hauteur des besoins de service public,
- ♦ la **défense d'un service public de proximité** garant de la cohésion sociale.

Velaine-en-Haye : résistance forestière

Le 24 novembre, les forestier-es du SNUFFEN Solidaires ont lancé **l'occupation du centre de formation de l'Office national des forêts situé à Velaine-en-Haye**, en Meurthe et Moselle, dont le directeur général a annoncé la vente en septembre dernier. Au-delà de la question du centre de formation, c'est bien la question du devenir de l'ONF et de la gestion des forêts publiques à travers le projet de contrat qui doit lier l'Etat et l'ONF pour les années 2016 – 2020 qui se pose.

Moins de formation, une simplification des aménagements forestiers, une concentration des efforts sur la seule production de bois, **l'ONF de demain ne sera-t-il qu'une grande coopérative forestière chargée d'alimenter une filière bois déficitaire ?** Les forestier-es ne peuvent se résoudre à ce que la forêt soit perçue comme une usine à bois ! La gestion forestière se doit d'être multifonctionnelle dans les faits. Pour cela l'État doit s'en donner les moyens.

La vente programmée d'un centre de formation est symptomatique. Demain, moins bien formés les forestiers seront-ils réduits comme au Canada à constater les dégâts infligés à la forêt ?

Le 17 décembre, à Paris, le Conseil d'Administration de l'ONF a, contre l'avis des syndicats, validé le Contrat d'Objectif et Performance (COP) État/ONF/FNCOFOR contre la forêt, l'ONF et ses personnels. Le même jour, à Velaine, toujours occupé, **les personnels mobilisés présentaient un contre COP**, aux côtés de leurs partenaires associatifs, syndicaux et politiques.

L'assemblée générale de l'après-midi a décidé de l'arrêt de la ZAD pour la période des fêtes.

Un chêne de la résistance a été planté devant l'accueil du centre de formation. Le campus n'est pas encore vendu, nous n'avons pas dit notre dernier mot... Le combat reprendra en janvier, dans cette forme ou une autre.

LEMAN Express : unité syndicale internationale

Le 24 novembre, le syndicat SUD-Rail Chambéry a participé à un rassemblement à Genève avec le syndicat Suisse SEV pour dénoncer les **risques de dumping social à l'occasion de la mise en place, prévue en 2018, du « RER franco-valdo-genevois ».**

Les militant-es SUD-Rail ont réaffirmé qu'il faudra compter sur les salarié-es et leurs organisations syndicales concernant la modernisation de la ligne entre Genève et Annemasse. Le personnel de la ligne transfrontalière devra opérer sur deux territoires nationaux. Salaires, heures de travail, présence de contrôleurs dans les trains et les gares notamment différent entre la France et la Suisse. Il s'agit donc de préciser ces aspects mais pour l'instant, c'est le flou absolu.

Les syndicats ont remis un « livre blanc », symbolisant l'ouverture des négociations, à la direction des Chemins de Fer Suisses. Cette action est le **point de départ d'un combat syndical qui imposera un service public ferroviaire entre les deux pays**. Il est hors de question que les patrons profitent de ce dossier pour mettre en concurrence les territoires, les entreprises ferroviaires historiques et surtout les travailleuses du rail.

Mairie de Nîmes : les agents des ateliers en lutte

Depuis plusieurs mois maintenant, soutenus par les syndicats SUD et CGT, **les agents du SIP (Service Intervention Proximité regroupant les Ateliers, Bâtiments, les Pôles manutention et nettoyage) sont mobilisés afin de se faire entendre.** Après plusieurs rendez-vous avec la Direction de la construction et la Direction des Ressources Humaines, leurs maigres propositions sont dérisoires au vue des attentes de ces personnels ! Pire, certains agents se verront supprimer la prime « zones urbaines sensibles» !

En parallèle aux revendications spécifiques à chaque service, **les salarié-es agissent pour revendiquer une amélioration des conditions de travail, une augmentation des salaires de 100 euros et que soit revu le Régime Indemnitaire (RI).** Petit rappel : le RI constitue l'ensemble des primes (de responsabilité, d'encadrement, etc...) dont le montant est fixé par l'autorité territoriale. Pour la majorité des agents de catégorie C, le RI est un des plus bas de France. SUD Mairie 30 demande un Régime Indemnitaire égalitaire et détaillé, qui reconnaisse le travail et les compétences pour mettre fin à un système de primes particulièrement alléchantes privilégiant les plus gros salaires !

En conséquence un préavis de grève a été déposé jeudi 17 décembre. **Une grève qui a été suivie à 99% des agents.** A midi, un rassemblement des grévistes était organisé devant les locaux techniques de la Mairie. SUD Mairie a pu compter, à cette occasion, sur la présence de militant-es de Solidaires 30 venu-es les soutenir. Le rapport de force avec la Mairie se poursuivra dans les mois à venir.

Cop 21 : des mobilisations réussies malgré l'état d'urgence

La coalition climat 21, constituée de 130 organisations, préparait depuis plusieurs mois des mobilisations qui s'annonçaient particulièrement importantes en France et susceptibles de sensibiliser la population à la question de l'urgence climatique. La catastrophe du 13 novembre et la mise en place de l'état d'urgence qui a suivi, pouvaient compromettre l'existence de ces mobilisations. **Les organisations les plus engagées de la Coalition ont réussi à contourner l'interdiction de manifester** et permettre ainsi à tous ceux et toutes celles qui le souhaitaient de venir s'exprimer dans la rue partout en France. C'est bien là l'essentiel.

Des dizaines de milliers de personnes ne se sont pas résolues à rester chez elles et ont réclamé l'état d'urgence climatique, face à l'horreur et la réponse exclusivement sécuritaire qui a amené le gouvernement à assigner à résidence des militant-es qui luttent contre le réchauffement climatique. Au **sommet citoyen pour le climat** le 5 et 6 décembre, ils/elles étaient près de 30 000 à déambuler dans les rues de Montreuil. La ZAC, **Zone d'Activité pour le Climat**, à l'espace 104, a vu passer 5 à 6000 personnes tous les jours pour participer aux ateliers de formation à la désobéissance, aux AGs quotidiennes, etc. Enfin, après un bras de fer avec le ministère de l'intérieur, toutes les **actions prévues le 12 décembre** à la clôture du sommet ont remporté un grand succès et même au-delà. **L'action des lignes rouges** sur l'avenue de la Grande armée entre l'Arc de Triomphe et la Grande arche de la Défense, symbole des crimes climatiques commis par les multinationales, a rejoint en manifestation non prévue, le rassemblement au Champs de mars devant la Tour Eiffel, symbole de la COP 21.

Disons le clairement, l'accord conclu au Bourget n'est ni historique ni ambitieux. Il envoie la planète vers une augmentation des températures supérieure à 3°C, catastrophique pour des centaines de millions de personnes. Cet accord sera néanmoins un point d'appui de nouvelles mobilisations pour dénoncer et interpeller, en France, le gouvernement sur ses engagements et déclarations pendant la COP. Nous devons en premier lieu **nous mobiliser dès janvier pour que le projet d'aéroport à notre Dame des Landes soit définitivement abandonné.**

1995 : une expérience ouvrière et de démocratie directe

Environ 80 personnes ont participé le 24 novembre à Rouen à la **soirée débat organisée par l'union départementale Solidaires 76 consacrée aux grèves de novembre décembre 95.** Une exposition de 19 grands panneaux reprenaient les articles de la presse locale et des photos prises par les grévistes. Un montage d'images des journaux télévisés de l'époque et particulièrement de FR3 Normandie a permis de retracer les péripéties de cette période où les cheminot-es de Rouen avaient été parmi les initiateurs de la grève illimitée, entraînant les postier-es du centre de tri, les profs et de nombreuses boîtes privées.

3 camarades animateurs de cette grève, 2 CGT et 1 CFDT sont ensuite intervenus pour **restituer le contexte et notamment la construction de l'unité à la base** et la création des coordinations durant les années 80 et pour tirer leur bilan de ce mouvement. Après un débat avec les participant-es, la soirée s'est terminée autour de la buvette où chacun et chacune a pu échanger.